

George Beebe : expansion de l'OTAN, guerre et pièges du récit

George Beebe est l'ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA et actuellement directeur de la stratégie globale à l'Institut Quincy. Beebe explique comment la crainte de la Russie face à l'expansionnisme de l'OTAN, considérée comme du bon sens dans les années 1990, est devenue une affirmation « controversée ». Ce récit est dangereux, car la Russie finira par juger nécessaire de riposter contre les pays européens membres de l'OTAN. Lisez Responsible Statecraft : <https://responsiblestatecraft.org/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous sommes le seize juin deux mille vingt-six, et nous avons le grand plaisir d'accueillir George Beebe, ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA, et actuellement directeur de la stratégie globale à l'Institut Quincy. Merci beaucoup d'être revenu dans l'émission. — Merci pour l'invitation. Alors, j'aimerais qu'on parle de l'élargissement de l'OTAN et des récits occidentaux, de la façon dont ils ont évolué au fil du temps, et, en fait, de la mesure dans laquelle nous nous y sommes enfermés. Parce qu'on sait déjà, depuis les années quatre-vingt-dix, que de nombreux dirigeants américains, mais aussi des responsables politiques et militaires européens, avaient mis en garde contre l'expansion de l'OTAN. Ils en voyaient les avantages, bien sûr, mais ils savaient aussi que la Russie y verrait une menace.

Ce qui paraissait du simple bon sens dans les années quatre-vingt-dix est aujourd'hui devenu un sujet controversé, souvent écarté comme de la propagande russe. Et, franchement, je ne suis pas sûr qu'on se rende service en présentant la réalité de cette façon. Mais vous, avec votre expérience à un poste aussi élevé à la CIA, quand vous repensez aux années quatre-vingt-dix, quelles étaient, selon vous, les principales préoccupations au sein de la communauté du renseignement américaine, et aussi européenne, à propos de l'élargissement de l'OTAN et de son impact possible sur les relations avec la Russie ?

#George Beebe

Eh bien, vous savez, quand la guerre froide a pris fin, le mur de Berlin est tombé, le pacte de Varsovie s'est dissous, et finalement, l'Union soviétique elle-même s'est effondrée. À ce moment-là, une grande question s'est posée en Occident, à la fois à Washington et dans les capitales

européennes : d'accord, mais maintenant, notre politique étrangère, elle sert à quoi ? Pendant plus d'une génération, pendant la guerre froide, notre objectif était très clair. Il s'agissait de contenir l'Union soviétique, de faire en sorte que l'Europe ne soit pas à nouveau entraînée dans un grand conflit entre puissances, et de veiller à ce que les États du bloc occidental ne tombent pas sous l'emprise de l'idéologie communiste ni sous la domination soviétique. Et on savait comment faire.

Nous avons établi une dissuasion militaire, et nous avons mis en place toute une série de règles et d'institutions conçues pour réduire au minimum le risque d'une guerre directe. Tout le monde savait qu'un tel conflit deviendrait nucléaire, et qu'il serait catastrophique pour tous les acteurs, et pour le monde entier. Donc, nous savions ce que nous faisons, et nous avons trouvé comment atteindre les objectifs que nous nous étions fixés à cette époque. Puis, soudainement, il n'y a plus eu d'Union soviétique. Plus de Pacte de Varsovie. Et je pense que, à Washington comme en Europe, beaucoup se sont demandé : « Bon, et maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? » Nous avons alors pris une décision. Et, en gros, cette décision a été la suivante : la communauté occidentale que nous avons construite pendant la guerre froide avait très bien fonctionné. Elle avait assuré la prospérité des populations de ce bloc.

Ça a très bien fonctionné pour assurer leur sécurité. Et nous pensions avoir prouvé la supériorité de notre idéologie, à la façon dont la guerre froide s'était terminée. Alors on s'est dit : eh bien, pourquoi ne pas étendre cette communauté occidentale et en faire une communauté mondiale ? Globalisons le système occidental. Autrement dit, prenons les anciens membres du Pacte de Varsovie et transformons-les. Aidons-les à se libéraliser, à se réformer de l'intérieur. Et faisons la même chose avec la Russie. Transformons la Russie. On peut la réorganiser, socialement et politiquement, pour qu'elle ressemble à l'Occident. Et on a même étendu cette idée au Moyen-Orient, en pensant que la libéralisation des États de cette région stabiliserait le Moyen-Orient et mettrait fin à l'instabilité chronique dont il souffrait depuis tant de décennies.

Et ça, ça n'a pas marché. On a voulu en faire beaucoup trop. On a essayé de faire des choses qu'on n'était tout simplement pas capables de faire. Quand on pense déjà à la difficulté de mener une forme d'ingénierie sociale dans son propre pays, dans une culture politique qu'on connaît par cœur, avec un système et des acteurs qu'on maîtrise parfaitement... eh bien, même là, ça fonctionne rarement très bien. Alors imaginez faire ça dans des cultures étrangères, qu'on ne comprend pas vraiment, avec des histoires et des modes de pensée auxquels on n'est pas habitués. En gros, voilà ce qui s'est passé : l'élargissement de l'OTAN reposait sur l'idée que si on étendait le parapluie de sécurité de l'alliance, et qu'on ouvrait la voie à l'adhésion à l'Union européenne, cela favoriserait la westernisation et la libéralisation de ces pays.

Le problème, en plus d'être irréalisable, c'est que les Russes ont dit : attendez, ce n'est pas du tout ce qu'on avait en tête. Nous pensions qu'à la fin de la guerre froide, nous serions acceptés comme un partenaire à part entière au sein de la communauté occidentale. Mais ce que vous proposez, c'est un statut subordonné, une sorte de partenaire de second rang, quelqu'un qui subit les règles au lieu de participer à leur élaboration, aux côtés des États-Unis et des autres. Nous ne voyons pas quelle

place nous aurions dans cette Europe élargie que vous êtes en train de construire. Nous n'avons aucun mot à dire sur son fonctionnement. On est simplement censés faire ce qu'on nous dit. Et en plus de tout ça, on devrait accepter une présence militaire de l'OTAN à nos frontières.

Et ça, c'est un accord qu'on n'est pas prêts à accepter. Ces conditions ne sont pas intéressantes pour la Russie. Alors, à Washington, et dans une large mesure en Europe aussi, beaucoup ont dit — ceux qui avaient passé des années à étudier l'Union soviétique, qui comprenaient ce système, qui avaient joué un rôle essentiel dans la politique de containment et dans les règles du jeu qu'on avait mises en place avec succès pendant la guerre froide — presque tous ont dit : attendez une minute. Si vous commencez à élargir l'OTAN et à la rapprocher de plus en plus des frontières russes, il va forcément y avoir une réaction, non ? Les Russes vont se sentir menacés.

Ils vont avoir le sentiment d'être encerclés, traités comme des étrangers plutôt que comme une partie intégrante d'une Europe plus large. Et cette réaction va devenir de plus en plus forte à mesure que l'alliance de l'OTAN s'approche des frontières russes. Alors, au milieu des années quatre-vingt-dix, quand cette question était débattue à Washington, la plupart des spécialistes de la Russie disaient que c'était insensé d'essayer d'élargir l'OTAN. Mais ce qui, à l'époque — on parle de mille neuf cent quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize — paraissait totalement impensable, c'était l'idée d'aller au-delà de certains pays du Pacte de Varsovie et d'intégrer au cœur même de l'OTAN des éléments de l'ex-Union soviétique, comme l'Ukraine.

C'était impensable, à l'époque, pour les spécialistes de la Russie. Et c'est assez frappant, avec le recul, de repenser aux discussions qui avaient lieu à Washington à ce moment-là, et de voir à quel point il était totalement inimaginable d'envisager que nous chercherions un jour à faire entrer l'OTAN en Ukraine, ou l'Ukraine dans l'OTAN. Aujourd'hui, cela semble aller de soi. Bien sûr, l'Ukraine a le droit de choisir ses alliés militaires. Bien sûr, un pays hôte peut décider quelles forces armées il souhaite accueillir sur son territoire. C'est devenu presque un principe sacré, que personne ne remet en question. Et je pense que c'est vraiment là, au fond, que se trouve la racine du conflit que nous vivons aujourd'hui.

Et comprendre ces dynamiques, c'est essentiel. Pas parce qu'elles justifieraient l'invasion russe de l'Ukraine — ce n'est pas une invasion justifiable. Elle est illégale, elle n'aurait jamais dû avoir lieu. Et il ne fait aucun doute que les Russes ont pris la décision d'envahir, et qu'ils doivent en être tenus responsables. Mais dire que c'était totalement non provoqué, que Poutine s'est simplement réveillé un matin en se disant : « Tiens, j'aimerais bien que l'Ukraine fasse partie de mon pays », c'est ignorer l'histoire et les dynamiques qui ont conduit à cette décision. Et si on ne comprend pas ces dynamiques, on ne trouvera pas de sortie à la guerre dans laquelle on se trouve aujourd'hui. Les efforts de paix échoueront.

#Glenn

Ce qui était étrange, pourtant, c'est que dans les années quatre-vingt-dix, comme vous l'avez dit, il y avait un désaccord très vif sur la question de savoir si l'élargissement de l'OTAN était une bonne idée ou non. Et bien sûr, les principaux critiques, c'étaient des figures comme George Kennan, William Perry, James Baker, Jack Matlock... enfin, tous ces poids lourds. Mais il semblait qu'une fois la décision prise, ce sujet très polarisant, eh bien, tout à coup, on avait l'impression qu'ils avaient en quelque sorte accepté cette nouvelle réalité sur le terrain. En gros, on s'est dit : « Bon, voilà, c'est comme ça maintenant, organisons-nous autour de ce récit », sans trop remettre en cause la chose. Enfin, jusqu'à un certain point, parce que quand on est arrivés en deux mille huit, au moment où la question de l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN s'est posée, il y avait encore une opposition très forte — peut-être un peu moins virulente — de la part de gens comme l'ancien directeur de la CIA, Robert Gates.

Mais il y avait ces, comment dire, ces fuites de WikiLeaks venant de William Burns, où il expliquait que, si on essayait d'intégrer l'Ukraine à l'OTAN, on risquait une guerre civile et probablement une intervention russe. Une intervention que les Russes ne voudraient pas, mais qu'ils se sentiraient obligés de faire. Donc, apparemment, déjà à l'époque... même jusqu'en deux mille huit, on reconnaissait que ce serait complètement insensé. Merkel, à cette époque-là, disait que les Russes interpréteraient ça comme une déclaration de guerre. Et deux mille huit, ce n'est pas si vieux. Parce que, depuis deux mille huit jusqu'à aujourd'hui, on est passé à dire que, finalement, l'OTAN n'a rien à voir là-dedans. Mais alors, qu'est-ce qu'il y a de si particulier avec l'Ukraine ? Parce que maintenant, on entend : et la Suède, la Finlande ? Pourquoi la Russie n'envahit pas ces pays-là ? Qu'est-ce qu'il y a donc avec l'Ukraine qui fait que... enfin, pour reprendre les mots de William Burns, c'était la plus rouge des lignes rouges pour les Russes.

#George Beebe

Exactement. Et le câble de Bill Burns, ce n'est pas juste un document qui a fuité sur WikiLeaks. Il l'a publié dans son livre. Il a même fait déclassifier ce câble, et il est disponible publiquement, tout le monde peut le lire. Le titre de ce câble, c'était « Nyet Means Nyet ». Et il expliquait, en gros, qu'il n'y avait personne, sur l'ensemble du spectre politique russe — de l'extrême gauche à l'extrême droite — qui pense que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN soit quelque chose que la Russie puisse accepter. Ils réagiraient. Et ça s'est révélé parfaitement exact. Alors, la vraie question que vous posez, c'est : comment en est-on arrivés au point où, même si certains dans les milieux politiques occidentaux reconnaissent que c'était un développement problématique, on a fini par se convaincre que l'élargissement de l'OTAN n'avait strictement rien à voir avec tout ça ?

Je pense qu'en partie, c'est parce que les auteurs de cet élargissement sont devenus les faiseurs de pouvoir à Washington. Ils ont atteint des postes au sein du gouvernement où ils prenaient des décisions clés sur la politique étrangère américaine. Et ils ne vont pas se lever en public pour dire : « Oui, on s'est trompés, on n'aurait pas dû faire ça. » Leur position, c'est plutôt : « Rien de ce qu'on a fait n'a, de près ou de loin, provoqué ou justifié l'invasion russe. » Ils ne vont pas assumer la

responsabilité de ça. Ça, c'est la première partie du problème. L'autre, c'est qu'une nouvelle génération d'experts de la Russie est apparue en Occident. Ce sont des gens qui n'ont pas été formés dans ce que j'appellerais la politique étrangère classique du réalisme, fondée sur l'équilibre des puissances.

C'étaient des gens qui ont fait leurs études supérieures à une époque où on pensait tous qu'on pouvait transformer ces pays. Qu'on pouvait accélérer leur passage du totalitarisme et de l'autoritarisme communistes vers des démocraties libérales de marché. Et une grande partie des programmes d'études sur la Russie portait justement sur cette transition. Donc, pas besoin de s'intéresser à la géopolitique et à tout ça. La géopolitique, ça se réglerait tout seul. La Russie allait changer, devenir comme nous. Et la théorie de la paix démocratique garantirait ensuite l'harmonie dans le système international, puisque les démocraties libérales ne se font pas la guerre entre elles. Problème réglé. Pas besoin de se soucier des questions qui, en réalité, ont conduit au conflit autour de l'orientation géopolitique de l'Ukraine.

Il y a donc à la fois un refus d'assumer la responsabilité de ce qui s'est passé, et un changement de génération parmi les spécialistes de la Russie en Occident. On a vu arriver toute une série de personnes qui ne comprenaient pas vraiment les politiques étrangères essentielles à la stratégie de confinement. C'étaient des gens très idéologiques, convaincus que la politique étrangère découle presque entièrement de la nature du système interne du pays avec lequel on traite. Pour eux, la géographie ou l'équilibre des puissances n'avaient pas grand-chose à voir avec le comportement d'un État. Bref, ils n'ont pas compris, c'est sans doute la réponse la plus simple à tout ça. Et l'ancienne génération a peu à peu disparu. Les gens vieillissent. Henry Kissinger, George Shultz, George Kennan nous ont quittés. Et le relais a été transmis à une nouvelle communauté d'experts, dont la connaissance de la Russie est très différente de celle qu'on avait autrefois. Et ça, c'est une partie du problème.

#Glenn

C'est intéressant, quand même. Depuis plus de trente ans, on voit émerger une classe politique qui, dans l'ensemble, a adopté cette idée que les relations avec la Russie doivent être envisagées comme une relation entre un professeur et un élève, autrement dit, qu'il faut les « socialiser » ou les transformer. Je pense que, dans ce climat, les constructivistes sociaux ont vraiment pris le dessus. Et c'est aussi pour ça que j'ai remarqué que, quand on fait remarquer que les Russes ont toujours perçu l'élargissement de l'OTAN après la guerre froide comme une menace majeure, parce qu'il divisait le continent, eh bien... on peut citer une multitude de preuves, mais ça n'intéresse personne. L'hypothèse de départ, c'est toujours que si on reconnaît que c'est une menace pour la Russie, alors on donne une forme de légitimité à la position russe, et donc on est considéré comme pro-russe. Et à partir de là, tout est écarté. C'est très étrange. Je me tourne...

#George Beebe

Cela remet aussi en cause, si l'on peut dire, la raison d'être de l'Europe après la guerre froide. Qu'est-ce que l'Europe est devenue ? Elle n'est pas devenue un acteur géopolitique. Elle ne peut pas l'être, parce qu'elle a tellement élargi son nombre de membres qu'elle en est devenue paralysée. Les différents pays de l'Union européenne ont des intérêts très différents, surtout quand il s'agit de la Russie. Du coup, il leur est très difficile d'agir comme un acteur géopolitique cohérent. Ce que l'Europe est devenue, c'est une superpuissance réglementaire, déterminée à diffuser ses valeurs, à les transmettre. Cette idée selon laquelle l'Europe devrait servir à libéraliser les pays en dehors de son espace et à élargir la communauté occidentale est devenue un objectif central de l'Union européenne.

Alors, si la Russie arrive et dit : « Non, ce que vous faites menace en réalité nos intérêts vitaux, et nous allons faire la guerre pour empêcher que cela continue », là, l'Europe se retrouve face à une question existentielle. Quel est notre but ? Qu'est-ce qu'on représente ? Quel est notre rôle dans le monde ? Et la réponse qu'elle pensait avoir trouvée à la fin de la guerre froide ne tient plus. Alors, que faire dans ces conditions ? C'est bien le dilemme auquel les Européens sont confrontés aujourd'hui. C'est aussi en partie pour ça qu'ils ne veulent pas que cette guerre se termine trop vite, parce qu'une fin négociée du conflit en Ukraine les obligerait à affronter cette question. Elle les forcerait à reconnaître que la vision qu'ils portent depuis plus de trente ans est à bout de souffle.

#Glenn

Oui, c'est un bon point. Mais c'est aussi difficile pour les Européens, je pense, de s'adapter. Parce que, encore une fois, si on reconnaît que le monde est multipolaire, alors on peut en conclure que ce n'est plus forcément dans l'intérêt des États-Unis de consacrer autant de ressources à l'Europe. Parce que, au fond, ça détourne des moyens de régions jugées plus importantes, et ça pousse la Russie vers la Chine. Mais, vous savez, dans ce pays, j'ai même vu un article dans le journal qui disait qu'on ne devrait pas dire que le monde est multipolaire. Là encore, ce sont les constructivistes sociaux : parce que si on dit qu'il est multipolaire, on reconnaît que la Russie est une puissance polaire, et donc on donnerait une forme de légitimité à Poutine.

On ne peut pas accorder de légitimité, donc en gros, on se retrouve obligés de faire comme s'il n'y avait pas de multipolarité, parce que c'est censé être la bonne chose à faire. Alors, si on dit que ce n'est pas multipolaire, on agit en conséquence, et du coup, ça ne l'est pas. C'est très difficile d'évoluer dans un tel environnement intellectuel, pourtant. Mais selon vous, quelles sont les principales incompréhensions, non seulement en Europe mais aussi dans l'ensemble de l'Occident, sur la manière dont la Russie a interprété les événements en Ukraine après deux mille quatorze, c'est-à-dire après la chute de Ianoukovitch ?

#George Beebe

Eh bien, je pense que la vision que la Russie a des événements en Ukraine ne s'est pas formée du jour au lendemain. Ce n'est pas un seul événement qui a tout déclenché. À mon avis, cette vision remonte en fait au tout début de l'élargissement de l'OTAN, quand nous avons intégré la République

tchèque, la Pologne et la Hongrie dans l'alliance. À l'époque, nous disions aux Russes : pas d'inquiétude à avoir. L'OTAN est une alliance défensive, donc elle ne vous menace pas. Et puis, tous ces pays, une fois membres de l'OTAN, se sentiront plus en sécurité, plus confiants, et ils pourront traiter avec la Russie avec assurance — avec beaucoup moins d'hostilité, parce qu'ils n'auront plus peur. Ils ne se sentiront plus menacés par la Russie. Et vous aurez de meilleures relations avec eux.

Et je pense que les Russes ont regardé tout ça et se sont dit : d'accord, mais qu'est-ce qui s'est passé quelques semaines après que la Hongrie, la République tchèque et la Pologne ont rejoint l'alliance ? Ce qui s'est passé, c'est la guerre du Kosovo. Et là, l'OTAN a été un acteur direct. L'OTAN a choisi d'intervenir en Serbie, contre les Serbes. Pourquoi ? Pas parce que les Serbes avaient attaqué l'OTAN — ce n'était pas le cas. Et la Serbie se trouvait en dehors de la zone d'action de l'OTAN. L'alliance est sortie de ses frontières pour agir contre un pays qui ne l'avait pas attaquée, à cause de ce qui se passait à l'intérieur même de la Serbie. Un mouvement séparatiste musulman minoritaire avait été pris pour cible par le gouvernement central, et l'OTAN a dit : « Cela ne peut pas continuer. » Mais elle n'a pas obtenu l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU, et elle n'avait pas été attaquée. Donc, en droit international, c'était un acte illégal.

À l'époque, les Russes sont venus nous voir et ont dit : « D'accord, vous nous avez dit que l'OTAN était défensive. Vous nous avez dit qu'on n'avait pas à craindre une attaque de l'OTAN contre la Russie. Quelle garantie avons-nous que l'OTAN ne ferait pas quelque chose de ce genre à l'intérieur même de la Russie ? » Par exemple, en représailles à ce que Moscou faisait en Tchétchénie, dans ce conflit avec les séparatistes musulmans. Et la réponse que nous leur avons donnée à l'époque, c'était : « Mais bien sûr que non, nous ne ferions jamais ça en Russie. La Russie possède l'arme nucléaire. » Et là, ironie du sort, les Russes ont répondu : « Ah, voilà. Ce n'est donc pas la nature de l'OTAN qui garantit notre sécurité. L'OTAN pourrait en réalité faire ce genre de chose. Ce qui protège notre sécurité, c'est notre propre capacité à riposter et à dissuader militairement. »

#George Beebe

Alors, après avoir tiré cette leçon du Kosovo...

#George Beebe

Les Russes ont ensuite regardé ce que l'OTAN avait fait en deux mille huit, lors du sommet de Bucarest, quand on a annoncé que l'Ukraine et la Géorgie rejoindraient un jour l'alliance. À ce moment-là, d'ailleurs, l'opinion publique en Ukraine n'était pas favorable à une adhésion à l'OTAN — la majorité des Ukrainiens, en deux mille huit, n'y étaient pas favorables. Aujourd'hui, évidemment, la situation a beaucoup changé, mais à l'époque, quand on a dit que l'Ukraine allait rejoindre l'alliance, les États-Unis poussaient vraiment fort pour que l'Ukraine et la Géorgie en fassent partie.

#Glenn

Et les Russes ont regardé ça et ils se sont dit : « Attendez une minute. »

#George Beebe

Vous savez, on touche ici au cœur des zones géopolitiquement sensibles de la Russie. La Russie a été envahie à plusieurs reprises depuis l'Ouest, en passant par où ? Par le territoire ukrainien. Il y a là une histoire douloureuse. Et il existe énormément de liens entre les familles ukrainiennes et russes. Des liens culturels, religieux, linguistiques, beaucoup d'échanges commerciaux, des économies très imbriquées. C'est un sujet extrêmement sensible. Et les Russes y ont réagi avec beaucoup de force. Alors, certains disent : « Oui, les Russes exagèrent, ils sont paranoïaques, il n'y avait aucune chance que l'Ukraine rejoigne l'OTAN de sitôt, ils n'avaient pas besoin d'envahir, tout ça n'est qu'un prétexte. »

Ma réaction à ça, c'est que, bon, il ne fait aucun doute que l'Ukraine n'était pas sur le point d'adhérer formellement à l'Alliance. Mais l'Ukraine était en train d'être « otanisée ». Les liens entre les armées de l'OTAN et l'Ukraine, que ce soit dans la formation, l'équipement, la standardisation, les procédures opérationnelles ou la coopération en matière de renseignement, se renforçaient de plus en plus. Et je pense que les Russes, à juste titre dans une certaine mesure, ont regardé ce processus et se sont dit : si ces tendances continuent, dans cinq ou dix ans, l'Ukraine sera tellement intégrée à l'OTAN que la Russie n'aura plus d'option militaire pour empêcher son entrée formelle dans l'Alliance, à moins d'être prête à faire la guerre, non seulement à l'Ukraine, mais à l'OTAN elle-même.

Ils ont vu une fenêtre d'opportunité se refermer, ce qui voulait dire, euh... soit ils devaient accepter que l'Ukraine finisse par faire partie de l'alliance, soit ils devraient entrer en guerre contre l'OTAN elle-même. Et Poutine ne voulait pas avoir à faire ce choix-là. Alors il a agi de manière préventive. Préventive, et illégale. Mais ce n'est certainement pas vrai de dire qu'il n'y avait aucune autre raison à cela, en dehors des ambitions impérialistes de Poutine. Je pense que la situation est bien plus complexe que ça.

#Glenn

Eh bien, j'ai vu une interview que vous aviez donnée, en décembre deux mille vingt et un, je crois. Vous faisiez partie de ceux qui disaient déjà à l'époque que, à mesure que l'OTAN s'enracinait de plus en plus en Ukraine, les Russes en venaient à la conclusion que c'était, en gros, maintenant ou jamais pour agir militairement. Et ça, ça aurait dû être, disons, deux bons mois avant l'invasion russe. Ça aurait dû servir d'avertissement sérieux, fondé sur des éléments solides. Mais je dois vous dire que, en Europe, parmi les constructivistes sociaux, ceux qui voient le monde comme un projet de transformation, ce genre d'avertissement aurait été perçu comme sapant l'essence même de ce qu'est l'OTAN. Autrement dit, on ne parle pas de menace, parce que si on le fait, on légitime l'idée qu'il y a une menace. Donc, tous ces avertissements ont été, à mon avis, un peu mis de côté.

#George Beebe

Oui. Je pense que l'OTAN, et plus largement l'Europe, considéraient la politique de la porte ouverte comme essentielle. Ce n'était pas juste une question technique. Ce n'était pas simplement une clause du traité de Washington qui permettait à l'alliance d'accueillir de nouveaux membres. C'était perçu comme vital pour la survie même de l'OTAN. Et dans les années quatre-vingt-dix, quand ce débat a commencé, on utilisait souvent cette analogie : si l'OTAN ne s'élargit pas, elle mourra. Un peu comme un requin — s'il n'avance pas, il ne peut plus faire passer l'air dans ses ouïes, et il finit par mourir. Je pense que cette conviction, selon laquelle l'OTAN devait continuer à s'élargir, est devenue centrale pour comprendre sa raison d'être et sa survie.

#Glenn

Oui, et bien sûr, si l'OTAN ne survit pas, qu'est-ce qui maintient les États-Unis en Europe ? Vous savez, tout l'ordre mondial repose là-dessus. Mais évidemment, c'est une recette assez problématique pour la stabilité. L'idée que cette stabilité dépend du plus grand bloc militaire du monde, construit contre la Russie, et qu'il s'approche petit à petit de plus en plus près des frontières russes, en espérant que la Russie l'accepte, c'est une hypothèse très fragile. Mais bon, depuis deux mille vingt-deux, quand les Russes ont envahi, on a vu cette escalade se poursuivre sans arrêt. Pour moi, un des moments les plus marquants, c'était l'an dernier — non seulement les attaques contre les systèmes d'alerte précoce d'une attaque nucléaire sur la Russie, mais aussi contre ses capacités de riposte nucléaire, c'est-à-dire ses bombardiers. Et depuis, on constate, du moins dans la rhétorique que j'entends à Moscou, que le Kremlin est sous une pression croissante pour riposter, à mesure qu'il voit l'OTAN gravir les échelons de cette escalade.

Alors bien sûr, il y a les missiles longue portée, les drones, mais aussi les attaques qui viennent du territoire de l'OTAN. Mais la vraie question, maintenant, c'est... On part du principe que la Russie n'oserait pas attaquer. Pourtant, tout ça se passe au moment où les États-Unis semblent réduire leur présence militaire en Europe. Et ça soulève une question : est-ce que les États-Unis sacrifieraient New York pour Tallinn ? Et que se passerait-il, le lendemain, si la Russie décidait de riposter, disons, contre des usines allemandes, des centres logistiques, ou même contre la Lettonie ? J'ai récemment parlé avec le professeur Mearsheimer, qui disait douter sérieusement que les États-Unis soient prêts à se battre et à mourir pour les pays baltes. Mais si ce n'est pas le cas, c'est la fin de l'OTAN, non ? En fait, ce que je veux savoir, c'est : qu'est-ce qui vous empêche de dormir la nuit ?

#George Beebe

Eh bien, je pense que c'est une situation extrêmement dangereuse. Parce qu'on est dans un contexte où les Ukrainiens aimeraient en réalité que l'OTAN soit directement entraînée dans cette guerre contre la Russie. C'est, pour eux, la meilleure chance de pouvoir l'emporter d'une manière ou d'une autre sur le champ de bataille. En face-à-face, la Russie contre l'Ukraine, l'Ukraine est en position de net désavantage. Plus l'OTAN s'implique, plus ces avantages russes sont réduits. Et le

meilleur scénario possible pour l'Ukraine, ce serait que les forces de l'OTAN combattent directement la Russie. Donc, ils aimeraient provoquer un incident qui amènerait l'OTAN à une confrontation militaire avec la Russie. Les Russes le savent — du moins, Poutine comprend très bien le jeu qui se joue ici.

Il sait qu'on essaie de le pousser à une réaction excessive. Il comprend très bien les conséquences d'une confrontation directe avec l'OTAN. Il ne veut pas aller jusque-là. Je pense qu'il essaie d'être très prudent. Le problème, c'est que les provocations deviennent de plus en plus graves avec le temps. Et vous avez mentionné une attaque contre l'un des piliers de la triade nucléaire russe. C'est quelque chose d'extrêmement provocateur. Cela touche au cœur même de la capacité de riposte nucléaire de la Russie. Tendre l'autre joue, dans ce contexte, c'est très dangereux, parce que cela donne à l'Europe, à l'Ukraine et aux États-Unis l'impression que la Russie ne ripostera tout simplement pas. Qu'on peut faire ce qu'on veut, et que les Russes se contenteront de serrer les dents et de supporter.

Poutine comprend ça aussi. Et à Moscou, beaucoup de gens lui disent qu'il ne peut pas simplement continuer à ignorer la situation. Donc, à mon avis, ce qui s'est passé, c'est que les Russes sont devenus de plus en plus bruyants, de plus en plus démonstratifs, pour faire passer un message à l'Ukraine, à l'Europe et aux États-Unis : ils ne vont pas continuer à ignorer ces frappes en profondeur sur le territoire russe, ils vont devoir riposter. C'est pour ça qu'on a vu ces messages sur ce que les unités Yars sont capables de faire. Poutine est même entré dans pas mal de détails en public, en disant : voilà ce qu'elles peuvent faire. Et jusqu'ici, ils n'ont pas vraiment utilisé toutes leurs capacités.

Nous développons ces capacités, mais à un moment donné, il se peut bien que nous devions les utiliser. C'est, je pense, la raison pour laquelle le Service de renseignement extérieur de la Russie a lancé un avertissement aussi sévère au sujet de l'implication de la Lettonie dans ces frappes de drones contre la Russie, en menaçant explicitement d'attaquer les installations lettones impliquées dans ces opérations. Je crois que ce que les Russes essaient de faire, avant tout, c'est d'envoyer un message à Washington : tenez les Ukrainiens et les Européens en laisse. Assurez-vous qu'ils ne continuent pas dans cette voie, parce que s'ils le font, nous serons obligés de riposter. Ce n'est pas ce que nous voulons. Pour l'instant, je pense que le message a été entendu, en tout cas à Washington. Nous reprenons le processus de paix.

Je suis sûr que vous avez remarqué que le président Trump a déclaré publiquement, et très clairement, que maintenant qu'on laisse l'Iran derrière nous, il veut se concentrer davantage sur le processus de paix en Ukraine. Donc, on relance notre engagement dans ce dossier. Steve Witkoff et Jared Kushner vont se rendre à Moscou, c'est ce qui a été annoncé. Je pense que tout ça va dans le bon sens. Ça augmente les chances que les États-Unis puissent gérer ce genre de situation. Mais la dernière chose qu'on veut avoir à faire, quand on travaille au Conseil de sécurité nationale, c'est d'envoyer une note en haut de la chaîne en disant : « Monsieur le Président, les Russes ont frappé un territoire de l'OTAN, et la Lettonie — ou un autre pays — a invoqué l'article cinq. » Et là, on se retrouve face à un choix difficile.

Est-ce qu'on irait vraiment en guerre contre la Russie pour ça, pour défendre notre allié de l'OTAN et montrer que l'article cinq est toujours valable ? Ou bien est-ce qu'on dirait aux Lettons, ou à d'autres, tant pis pour vous, vous n'auriez pas dû provoquer l'ours ? Bonne chance, mais c'est votre problème, pas le nôtre. C'est une décision extrêmement difficile à prendre. En gros, il faut choisir entre une guerre avec la Russie, qui pourrait très bien devenir nucléaire, ou affaiblir l'alliance de l'OTAN elle-même. C'est un choix terrible à devoir faire. Je pense donc qu'il est vraiment dans l'intérêt des États-Unis de s'engager diplomatiquement, de mettre fin à cette guerre et d'éviter d'avoir un jour à faire face à ce genre de décision. Parce que, franchement, je ne sais pas comment ça se terminerait. Et quiconque prétend le savoir est sans doute un peu trop sûr de lui. C'est une décision vraiment douloureuse.

#Glenn

Je suis d'accord. On a vraiment l'impression que le chemin vers la guerre est maintenant tracé très clairement. Par exemple, je suppose que les attaques de drones contre la Russie, en passant par le territoire balte... eh bien, je suppose que, par exemple, les Allemands ont peut-être un rôle là-dedans. Et maintenant qu'on a entendu cet avertissement sévère, selon lequel les Russes pourraient riposter contre les États baltes, on a vu cette déclaration du chef des forces armées allemandes disant que si la Russie frappe les États baltes, alors on frappera Kaliningrad, ou Moscou, ou quelque chose de ce genre. Si c'est vraiment le cas, si les Allemands bombardent Kaliningrad, avec son million d'habitants, on voit bien qu'il ne faudrait pas beaucoup d'étapes avant une riposte nucléaire de la Russie. Leurs documents officiels autoriseraient ça en une seconde, je pense.

#George Beebe

Oui, d'après ce que je comprends, Kaliningrad abrite plus d'armes nucléaires tactiques sur son territoire que n'importe quel autre endroit au monde, si on rapporte ça au kilomètre carré. Si vous attaquez Kaliningrad, vous franchissez automatiquement le seuil nucléaire. À ce moment-là, vous êtes engagé dans une guerre nucléaire. Donc, on est, disons-le, très, très proches de ce genre de situation aujourd'hui. Mais ce qui est ironique, c'est que beaucoup de gens en Occident ont perdu la peur de la guerre nucléaire. Et ça, c'est un vrai problème. La peur de la guerre nucléaire a un effet dissuasif des deux côtés. Elle apporte une forme de lucidité dans les décisions, une lucidité qui disparaît quand on se dit : « Oh, ça, ça n'arrivera jamais. »

C'était une menace pendant la guerre froide, mais on a déjà connu ça. On est passé par là, on a tourné la page. On ne va pas se retrouver dans une guerre nucléaire aujourd'hui. On n'a pas à s'en inquiéter. La vraie peur, ce ne doit pas être la guerre nucléaire elle-même. La peur, c'est la peur de la guerre nucléaire. On ne peut pas se laisser intimider, ni se soumettre par peur des Russes. Le climat psychologique est très différent aujourd'hui. Pendant presque toute la période nucléaire, tout le monde savait très bien qu'on ne voulait surtout pas d'une guerre nucléaire. Personne n'en sortirait gagnant.

#Glenn

Et en Occident, on a largement perdu ça.

#George Beebe

Et c'est un vrai problème, parce que les Russes le savent. Et vous avez des gens comme Sergueï Karaganov, avec qui vous avez longuement discuté, qui disent qu'il faut rétablir la peur de la guerre nucléaire. C'est extrêmement dangereux. Rétablir cette peur pourrait très vite entraîner une spirale d'escalade catastrophique. On est donc sur un terrain vraiment dangereux.

#Glenn

C'est cette idée selon laquelle on ne devrait pas... enfin, pour ces gens-là, les idéologues, la dissuasion nucléaire, ça devient du chantage nucléaire. Et ça, on ne peut pas l'accepter. En gros, ils rejettent tout le principe même de la dissuasion nucléaire, ce qui renverse complètement l'équilibre du monde. Mais voilà le problème : quand ils parlent de la position soi-disant fragile de Kaliningrad, encerclée par les troupes de l'OTAN, ils le disent presque avec une certaine satisfaction. Et franchement, ce n'est pas bon signe. On ne veut pas, comme vous l'avez dit, que l'endroit le plus armé du monde sur le plan nucléaire se sente exposé et vulnérable. Et c'est un peu la même chose avec ces reportages qu'on voit tous les jours sur les attaques contre la raffinerie à Moscou, ou plus profondément encore en Russie. Les titres des journaux, comme les déclarations des responsables politiques, présentent toujours ça comme : « Regardez comme Poutine est humilié. »

Mais encore une fois, pourquoi est-ce que ce serait un objectif, alors qu'on a Poutine, qui résiste aux faucons qui disent : il est temps de, vous savez, refaire de la sphère d'influence occidentale une puissance nucléaire ? C'est à ce moment-là qu'on voudrait humilier Poutine en frappant au cœur de la Russie ? Franchement, rien de tout ça n'a de sens. Et encore une fois, juste pour finir, comment vous comprenez les récits qu'on entend maintenant ? Parce qu'on a l'impression qu'on revient à cette idée que l'Ukraine est en train de gagner, que l'Ukraine gagne. Je ne sais pas si c'est pareil aux États-Unis, mais en Europe, c'est en train d'être admis : oui, l'Ukraine a renversé la situation et maintenant elle gagne. Alors, comment vous interprétez, disons, cette guerre des récits ? Eh bien, c'est exactement ça. C'est de la propagande.

#George Beebe

C'est une tentative de maintenir une ligne d'action envers la Russie qui a échoué depuis le début de cette invasion. L'idée, au départ, c'était de mettre tellement de pression sur la Russie qu'elle finirait par dire « d'accord, on a compris », qu'elle reconnaîtrait son erreur, qu'elle dirait : « on n'aurait pas dû envahir, on se retire, on ne recommencera plus, pardonnez-nous ». On a voulu transformer le rouble en gravats, faire des diplomates et des responsables russes des parias internationaux, exercer une pression militaire telle que des milliers de soldats russes rentrent dans des cercueils, jusqu'à ce

que Poutine n'ait plus d'autre choix que de céder et de capituler. Mais ça n'a pas marché. Et ça ne marchera pas. Cette ligne de propagande selon laquelle les Ukrainiens seraient en train de gagner — qu'il faut tenir bon, ne pas se décourager —, elle sert surtout à gagner du temps. Ceux qui s'opposent à un accord refusent tout compromis. Ils veulent que la Russie capitule.

Ils ne veulent pas, soi-disant, « récompenser l'agression » d'une quelconque manière. Je pense que c'est une approche très dangereuse. Selon eux, il faut simplement continuer à accentuer la pression sur les Russes, et qu'à la longue, ils finiront par céder. Qu'on n'aura rien à concéder dans un accord, qu'on n'aura pas à faire de compromis, et qu'on pourra mettre fin à cette guerre à nos conditions. Mais c'est une illusion. On a déjà vu que c'était une illusion. Et Konstantinovka est sur le point de tomber. À mon avis, cela va démontrer que l'idée selon laquelle les Ukrainiens auraient inversé le cours de la guerre ne tient pas. Il va falloir affronter la réalité : si cette guerre doit se terminer, ce sera forcément par un compromis, dans lequel les Russes devront céder sur certains points importants, mais aussi l'Occident et l'Ukraine. Il n'y a pas d'autre issue, sauf si le conflit s'intensifie encore ou conduit à l'effondrement de l'Ukraine en tant qu'État fonctionnel.

#Glenn

Je vois une certaine comparaison entre la guerre contre l'Iran et la guerre contre la Russie. Autrement dit, on ne reconnaît pas que l'adversaire perçoit cela comme une menace existentielle. Et on ne peut pas le faire, parce que ça contredit le récit officiel sur la nature de cette guerre. En refusant d'admettre qu'ils y voient une menace existentielle — et pour de bonnes raisons —, on ne peut pas comprendre jusqu'où ils sont prêts à encaisser la douleur, ni pourquoi la capitulation est impossible. J'entends aussi ces slogans ici, en Europe : « Si la Russie quitte l'Ukraine, la guerre est terminée. » Eh bien, ce n'est pas du tout comme ça qu'on le voit à Moscou. S'ils quittent l'Ukraine, l'OTAN s'y installe aussitôt. Et ça, c'est une question existentielle. Ça ne peut pas arriver, quelles que soient les circonstances. Mais encore une fois, on ne peut pas en parler, parce que ça va à l'encontre du récit dominant. C'est une période très étrange, je trouve, pour la politique, dans tout l'Occident. Enfin bref... vous avez un dernier mot avant qu'on conclue ? Non.

#George Beebe

Eh bien, vous savez, mon optimisme quant à la possibilité de parvenir à un compromis a beaucoup varié avec le temps. Après l'éclatement du conflit entre Israël, les États-Unis et l'Iran, je suis devenu très pessimiste, à cause des effets négatifs que cela a eus sur les perspectives de paix en Ukraine. Le fait que les États-Unis et l'Iran semblent avancer sur ce protocole d'accord, ça nous donne une base pour un compromis qui pourrait mettre fin à ce conflit avec l'Iran. C'est un signe encourageant. Cela veut dire que les perspectives de négociations sur l'Ukraine paraissent un peu meilleures qu'il y a quelques semaines. Donc, c'est au moins une raison d'être un peu optimiste en ce moment.

#Glenn

Eh bien, je pense que la diplomatie du côté américain va être compliquée. Non seulement ils doivent trouver un accord avec la Russie, mais ils doivent aussi faire accepter quelque chose à Zelensky. Et bien sûr, amener les Européens à réfléchir au monde tel qu'il est, pas tel qu'ils voudraient qu'il soit.

#George Beebe

C'est ça. En réalité, c'est une bataille entre l'administration Trump et ce qu'on appelle l'État profond. Et cet État profond n'est pas seulement à Washington. Il a des liens étroits avec l'État profond, si on peut dire, en Europe. Ils ne veulent pas que ce compromis voie le jour. Alors la question, c'est : est-ce qu'il pourra surmonter cette résistance ? On verra bien. Je pense que les prochaines semaines vont être décisives. Il va y avoir beaucoup de mouvement sur ce sujet, et on comprendra mieux jusqu'où on peut aller.

#Glenn

Eh bien, quand ce moment viendra, j'espère que vous reviendrez en parler. Merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#George Beebe

Merci.

#George Beebe

Au revoir.